situation de l'Ordre depuis dix-sept ans, il profita vivement de l'occasion qui se présentait pour demander au gouvernement de nommer une commission Royale pour s'enquérir minutieusement de la position financière de l'Ordre Indépendant des Forestiers, de son record commercial et de ses méthodes de traiter des affaires d'assurance sur la vie.

Cependant, afin de mettre toutes les institutions sur le même pied, et qu'elles reçoivent la même attention du Parlement, M. Montague, qui a été pendant plusieurs années Ministre du Cabinet et Secrétaire d'Etat pour la Puissance du Canada, poussa sa demande plus loin, et suggéra de donner instructions à la Commission Royale que l'on se proposait de nommer, que, tout en s'enquérant des affaires de l'Ordre Indépendant des Forestiers, elle les comparât à celles de toutes les autres sociétés et compagnies d'assurance sur la vie, faisant affaires à Victoria, sur toutes les questions se rapportant au coût de l'assurance sur la vie.

On a fait une forte tentative pour influencer la nomination, non pas d'une Commission Royale, mais d'un Comité parlementaire. Cependant, l'Honorable M. Montague s'opposa fortement à cette tentative, car sa longue carrière parlementaire lui permettait d'entrevoir les résultats différents qu'on aurait obtenus; si un tel comité avait été nommé, et il maintint sa demande pour faire nommer une Commission Royale, en offrant, au nom du Comité exécutif de l'O. I. F., de payer les dépenses que nécessiteraient la visite d'un officier du gouvernement de Victoria au Canada, qui serait autorisé à s'enquérir du système d'après lequel l'institution fait affaires, ainsi que de son état financier et de son record commercial.

Mercredi, le 11 septembre, en réponse à cette question: "L'Ordre Indépendant des Forestiers s'est-il conformé à toutes les clauses de la loi, qui s'appliquent aux compagnies d'assurances sur la vie?" le Premier Ministre répondit comme suit: "Oui, il a rempli toutes les exigences de la loi. Il a aussi donné des garanties au gouvernement, et il est maintenant en négociations avec le Département du Trésor, pour placer en débetures de l'Etat, d'autres montants de son surplus."

A une autre question, savoir: si la demande de l'Ordre Indépendant des Forestiers, pour une commission Royale avait été accordée par le gouvernement, et, si non, pour-

quoi, le Premier Ministre répondit comme suit:

"Non; parce que le gouvernement possède la preuve que le passé commercial de l'O. I. F., en Canada, où est situé son bureau principal, est parfaitement honorable, qu'il est licencié pour traiter de toutes assurances sur la vie dans plusieurs Etats des Etats-Unis d'Amérique; et que, après examen et inspection, ces licences émises chaque année, ont été renouvelées, et parce que le gouvernement possède aussi la preuve que l'institution est incorporée en vertu d'un Acte spécial du Parlement, en Canada, qu'elle est régulièrement autorisée par le département des assurances sur la vie. du Gouvernement du Canada, à s'occuper, en Canada, d'assurances sur la vie, et qu'elle est sous la surveillance du gouvernement du Canada. Le gouvernement a aussi la preuve qu'elle est autorisée par le Board of Trade de la Grande-Bretagne, à s'occuper d'assurances sur la vie, dans le dit pays, et que l'évaluation quinquennale de son actif a été dûment accepté par ce corps. Vu ces faits, le gouvernement ne juge pas qu'il soit nécessaire d'accéder à la demande faite par l'Ordre Indépendant des Forestiers de nommer une commission Royale pour les fins indiquées."

Il doit être, sans aucun doute, plus que suffisant, pour les nombreux membres de l'Ordre Indépendant des Forestiers dans le Queensland qu'ils sachent que le gouvernement de l'un des plus grands Etats de la Confédération Australienne, après s'être enquis des affaires de l'Ordre, a, par l'entremise de son Premier Ministre, déclaré, de son siège, en parlement, qu'il était pleinement satisfait du passé et de la situation de l'Ordre, comme société fraternelle d'assurances sur la vie.

L'annonceur devrait toujours se rappeler que la qualité de ses annonces n'affecte pas le prix de son espace—qu'il ne lui en coûtera pas plus cher d'imprimer une annonce médiocre qu'une bonne.

Dans la faillite de Trefflé Lépine, MM. Chartrand et Turgeon, comptables, de Montréal, ont été nommés curateurs.

Les marchands de tabac les plus hauts cotés sont invariablement ceux qui sont en mesure de répondre à la demande de la clientèle pour les meilleures marques. Les marques de tabac les plus avantageusement connues au Canada sont faciles à compter. Celles de la maison B. Houde et Cie de Québec figurent parmi les plus populaires.

Ecole et Station Expérimentale de Laiterie de St-Hyaacinthe

PROGRAMME DE LA SESSION DE 1901-1902

Ce programme comporte trois parties principales:

- 1o Enseignement des meilleures méthodes. De production du lait en hiver comme en été;
- De fabrication du beurre et du fromage; Et l'épreuve du lait.
- 2o Formation d'inspecteurs de beurrieres et de fromageries pour les syndicats créés et à créer.
- 3o Etude expérimentale des nouveaux systèmes de machines et d'appareils de laiterie, et des nouveaux procédés de fabrication, ainsi que de tous les progrès à réaliser dans l'industrie laitière.

Ouverture des Cours.—L'ouverture des Cours Réguliers d'enseignement a été fixée au 18 novembre 1901.

Enseignement.—L'enseignement sera gratuit pour tous les membres de la Société d'Industrie Laitière de la Province de Québec, inscrits pour 1902.

Durée des Cours.—Il y aura huit séries de cours réguliers, réservés aux fabricants ou aux jeunes gens ayant déjà une certaine expérience de la fabrication. Ces séries se tiendront:

1ère Série.—Du 18 au 30 novembre 1901, Cours français.

2ème Série.—Du 2 au 21 décembre 1901, Cours pour les Candidats-inspecteurs; Français Anglais.

3ème Série.—Du 7 au 25 janvier 1902, Cours pour les Anciens-inspecteurs; Français-Anglais.

4ème Série.—Du 27 janvier au 15 février, Cours spécial pour les fabricants de beurre; Français-Anglais.

5ème Série.—Du 17 février au 8 mars, Cours spécial pour les fabricants de fromage; Français-Anglais.

6ème Série.—Du 10 au 22 mars, beurre et fromage; Cours français.

7ème Série.—Du 31 mars au 12 avril, beurre et fromage; Cours français.

8ème Série.—Du 14 au 26 avril. Beurre et fromage; cours français.

Détail des Cours.—Dans chacun des cours réguliers ci-dessus, l'enseignement comprendra:

- 1o TRAVAUX PRATIQUES de la fabrication du beurre et du fromage; d'épreuve du lait; d'acidimétrie du lait et de la crème;
- 2o CONFÉRENCES sur les sujets ci-après énumérés par:

M. J. C. CHAPPAIS, assistant-commissaire de l'industrie laitière.

(a) La culture au point de vue de l'industrie laitière;

(b) L'élevage et l'alimentation du bétail à lait;

(c) Le lait;

(d) Les conservateurs du lait;

(e) La propreté au point de vue de la conservation du lait;

(f) Les plantes agissant sur la santé des vaches, la qualité et la production du lait;

(g) Le porc et l'industrie laitière;

(h) Les aptitudes et rapports des propriétaires, fabricants, patrons et gérants des fabriques de beurre et de fromage;

(i) Les aptitudes et devoirs des inspecteurs de syndicats.

Cette conférence ne sera donnée qu'aux cours des candidats-inspecteurs.

M. le Dr L. V. BENOIT, chef du laboratoire provincial.—"Eléments de chimie et de bactériologie appliqués à l'industrie laitière."

M. J. D. LECLAIR, surintendant de l'E-